



**Projet de décision portant définition de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs outre-mer pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013**

**Réponse à la consultation publique**

**RÉPONSE DE ORANGE REUNION**

**14 SEPTEMBRE 2012**

<b>Version publique</b>
-------------------------

Les travaux entrepris par l'Autorité visant à déterminer, conformément à la recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009, le plafond des tarifs de terminaison d'appel vocal des opérateurs ultramarins pour 2013, aboutissent à ce projet de décision portant définition de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs outre-mer pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Orange Réunion a déjà largement contribué à l'exercice consistant à modéliser le réseau d'un opérateur mobile déployé sur la zone Réunion Mayotte afin de permettre à l'Autorité d'évaluer les coûts incrémentaux de long terme générés par les appels vocaux entrant sur le réseau de cet opérateur.

L'Autorité, par cette nouvelle consultation, soumet aux opérateurs mobiles ultramarins le projet d'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel vocal mobile. Comme nous l'avons déjà fait lors des précédentes consultations, nous souhaitons partager notre analyse avec l'Autorité en rappelant certains points qui nous semblent structurants.

### ***Compréhension du modèle CMILT et représentativité de l'opérateur générique efficace sur la zone Réunion-Mayotte***

Les plafonds de tarifs de terminaison d'appel proposés par l'Autorité dans son projet de décision ont été déterminés à l'aide du modèle CMILT dont le calibrage a fait l'objet de précédentes consultations publiques.

Malgré plusieurs remarques faites dans ce sens à l'Autorité, Orange Réunion regrette que les échanges n'aient pas permis d'aboutir à une meilleure compréhension du modèle CMILT par les opérateurs. Ainsi, et à plus forte raison en tant qu'opérateur non dominant et donc non soumis aux obligations de séparation comptable, il est impossible de maîtriser ce modèle.

Orange Réunion avait également fait part à l'Autorité de son souhait d'obtenir des précisions sur la méthodologie retenue pour la définition de l'opérateur générique efficace, chacun des opérateurs de la zone ayant ses particularités techniques, stratégiques et commerciales, tous pouvant être jugés efficaces. Orange Réunion regrette à nouveau le manque de transparence concernant la construction, sur la base de données (pas toujours fournies par l'ensemble des opérateurs), de l'opérateur générique efficace sur lequel l'Autorité s'est pourtant basée pour fixer les plafonds de terminaison d'appel des trois opérateurs actifs sur la zone Réunion-Mayotte.

L'analyse du modèle présentée par Orange Réunion dans ses précédentes réponses nous conduit toujours à penser que les coûts incrémentaux de terminaison d'appel évalués par le modèle ont une fiabilité toute relative et que l'Autorité devrait retenir une « marge de calibration » plus importante lors de la définition des paliers de terminaison d'appel pour la zone.

## ***Le marché de la téléphonie mobile et la dynamique concurrentielle sur la zone Réunion-Mayotte***

A l'occasion de son audition devant le collège de l'Autorité lors de la précédente consultation, Orange Réunion avait présenté un historique de l'apparition sur le marché de la téléphonie mobile sur la zone Réunion-Mayotte d'offres de forfaits mobiles proposant des appels voix illimités on-net ou all-net.

[SDA]

Nous constatons que l'apparition de ces offres proposant de l'illimité all-net et les baisses du niveau de la terminaison d'appel ne sont pas corrélées, contrairement à ce que l'Autorité suggère.

[SDA]

Si cette image reste un frein à la conquête de part de marché, il n'est pas lié aux niveaux de terminaison d'appel en revanche qui n'ont pas limité les opérateurs de la zone Réunion-Mayotte dans leur faculté à proposer tous les trois des offres d'abondance voix.

### ***Un contexte économique et social particulier qui justifie une évolution adaptée de la terminaison d'appel mobile***

Orange Réunion rappelle que le contexte économique et social de la zone Réunion-Mayotte justifie une évolution adaptée de la terminaison d'appel mobile.

En effet, ce contexte particulier est défavorable à la consommation pour les clients Réunionnais et Mahorais. On note par exemple, que dans le secteur des BTP (gros pourvoyeur d'emplois en local), 2009 a marqué la fin de grands chantiers et provoque une baisse de 21% des effectifs salariés sur l'année. Cette baisse s'est encore aggravée en 2010 et 2011. Le taux de chômage a quant à lui atteint le taux record de 29,5% et 60% pour les moins de 25 ans (source INSEE mi 2011). Notons enfin qu'en 2011, 50% de la population réunionnaise vit en dessous du seuil de pauvreté et que le PIB/habitant à la Réunion est bien plus faible qu'en métropole : 18k€ vs 30k€ (source IEDOM). C'est du fait de cette situation économique difficile que le marché prépayé est très important sur la zone Réunion-Mayotte.

La part des offres prépayées est en effet toujours très importante puisque 46% des équipés possèdent une offre prépayées contre 27,5%. Le niveau de prix de la minute d'appel sur les forfaits prépayés à la Réunion est déjà adapté à ce marché très orienté prépayé puisque largement inférieur à ceux du marché métropolitain : 22c€/min vs 50c€ en métropole.

Les revenus liés aux offres prépayées sont portés par les minutes entrantes avec un rapport entrant sur sortant de 2,02 au premier trimestre 2012 (contre 0,87 pour les

offres post-payées). On note donc que le poids de la terminaison d'appel est beaucoup plus important sur les revenus prépayés pour un opérateur de la zone Réunion-Mayotte.

Ainsi, mécaniquement, une forte baisse du niveau de terminaison d'appel se traduit par une baisse de rentabilité des offres d'entrée de gamme pour les opérateurs. Cette baisse de rentabilité reste ainsi beaucoup plus aisément maîtrisable pour l'opérateur sur les offres à valeur. Les opérateurs auraient donc intérêt à encourager ce segment et à développer l'usage de ces offres à valeur.

Orange Réunion considère donc qu'une forte baisse du niveau de terminaison d'appel vocal sur la zone Réunion-Mayotte risquerait de se traduire par l'augmentation des prix faciaux facturés aux clients sur les offres d'entrée de gamme ce qui serait en désaccord avec le contexte économique et social de la zone et préconise donc une baisse limitée de ces niveaux de terminaison d'appel.

### ***Mayotte constitue un marché distinct de la Réunion***

La situation économique de Mayotte présente un décalage encore plus important que celle de la Réunion avec la métropole. Le taux de chômage y est par exemple de 26,4% alors que le PIB par habitant est de 6,6k€/an (vs 17k€/an à la Réunion et 29k€/an en métropole) d'après IPSOS.

Le marché de la téléphonie mobile de Mayotte est bien différencié de celui de la Réunion puisque les parts de marché des trois opérateurs ne sont pas alignées. En effet, à Mayotte, en juin 2011, Outremer Télécom a pu atteindre 34% de part de marché et Orange Réunion, troisième entrant sur le marché Mahorais, n'a que 6% de part de marché toujours d'après IPSOS.

Ce marché est en outre encore plus orienté sur le prépayé que celui de la Réunion : 77% du marché global d'après IPSOS. Le très faible taux de bancarisation : 48,8% en 2009 contre 98% en métropole (source IEDOM) peut expliquer en partie cette structure de marché. Comme nous l'avons précisé sur le marché Réunionnais, une baisse trop rapide des niveaux de terminaison d'appel pousserait les opérateurs à encourager le haut de marché ce qui ne correspond pas aux besoins des consommateurs Mahorais. Orange Réunion souhaite également porter à l'attention de l'Autorité que la symétrie de terminaison d'appel mobile avec Outremer Télécom à Mayotte, associée à une part de marché d'Orange Réunion nettement inférieure a permis à Outremer Télécom de pratiquer des écarts on-net/off-net importants sur certaines de ses offres. Orange Réunion s'est donc retrouvé dépositionné sur le marché par son incapacité à répliquer à ces offres du fait du niveau de sa terminaison d'appel.

Pour toutes ces raisons, Orange Réunion estime qu'il est d'autant plus important que la régulation des niveaux de terminaison d'appel mobile s'applique de façon différenciée à Mayotte par rapport à la Réunion mais également d'appliquer une baisse modérée de ces niveaux sur le territoire de Mayotte afin de permettre aux opérateurs d'y proposer des offres d'entrée de gamme attractives et rentables.

### ***Structure du plafond tarifaire proposé par l'Autorité***

L'Autorité dans sa consultation précise les éléments suivants :

« Comme mentionné dans la partie 2.3.2, le niveau cible de 0,8c€/minute est un plafond global portant à la fois sur la composante à l'usage et sur la composante capacitaire. Le calcul du respect de ce plafond fera l'objet de la définition préalable de paniers moyens en concertation avec les acteurs, qui s'inspirera notamment des pratiques de la terminaison d'appel fixe.

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013, l'Autorité continuera néanmoins d'imposer aux opérateurs utilisant les blocs primaires numériques, que le prix annuel d'un BPN n'excède pas un plafond tarifaire qui sera fixé dans le cadre des travaux qui seront menés sur la définition préalable de paniers moyens, afin de prévenir les acteurs du marché de toute évolution significative de la structure tarifaire de la prestation de terminaison d'appel vocale mobile qui pourrait avoir des effets anticoncurrentiels sur le marché. »

L'Autorité propose ainsi de modifier radicalement la structure des plafonds de terminaison d'appel dès le premier janvier 2013 en y incluant la composante capacitaire.

Orange Réunion souhaite porter à l'attention de l'Autorité que la mise en œuvre d'une telle modification structurante de la terminaison d'appel n'a jamais été abordée lors des nombreux échanges entre l'Autorité et l'ensemble des opérateurs ultramarins qui ont ponctué les travaux de création du modèle technico-économique.

Les opérateurs ultramarins ne disposent pas à ce jour de moyens leur permettant d'ajuster objectivement les niveaux de terminaison d'appel facturés au regard de l'évolution structurante proposée par l'Autorité. En effet, le BPN est aujourd'hui facturé de façon indépendante et tarifé à l'unité. L'intégration de cette composante capacitaire dans le tarif global facturé à la minute nécessite des délais de mise en œuvre et Orange Réunion insiste sur le fait que ces délais sont difficilement compressibles.

Orange Réunion souhaiterait donc que l'encadrement tarifaire de la prestation de terminaison d'appel porte toujours en 2013 sur deux composantes, encadrées via deux plafonds tarifaires distincts : la charge d'usage, dont l'unité de mesure est la minute de communication, et une charge de capacité, dont l'unité de mesure est le nombre de BPN.

### **Conclusion :**

Le niveau de terminaison d'appel de la zone Réunion-Mayotte a été déterminé à partir des résultats obtenus par la modélisation des coûts de réseau qui a fait l'objet des précédentes consultations publiques auxquelles Orange Réunion avait souhaité apporter ses réponses.

Comme nous en avons déjà fait part à l'Autorité, Orange Réunion s'est interrogé sur la capacité de ce modèle à représenter de manière fiable les coûts incrémentaux d'un opérateur générique de la zone Réunion-Mayotte mais aussi de sa capacité en tant qu'opérateur non dominant à critiquer efficacement ce modèle.

Orange Réunion regrette par ailleurs que l'Autorité n'ait pas tenu compte des particularités du marché mobile de la zone Réunion-Mayotte notamment de la part très importante des offres prépayées sur celui-ci, mais également les particularités du marché Mahorais qui en font un marché bien distinct de celui de la Réunion.

Orange Réunion estime enfin que la marge prise par l'Autorité entre les résultats proposés par le modèle et les niveaux cible de terminaison d'appel reste insuffisante. Ces niveaux de terminaison d'appel applicables dès le premier janvier 2013 ne peuvent être considérés comme raisonnable au regard des arguments mis en avant dans cette réponse. Orange Réunion souhaiterait notamment que la composante capacitaire reste séparée de la composante à la minute pour le prochain cycle de régulation.